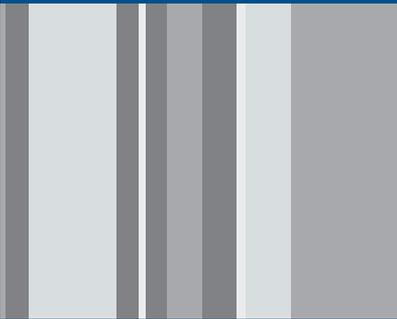


Document de référence



Consultations prébudgétaires

Perspectives économiques, finances
publiques et dette du Québec

Janvier 2006

Québec 

Document de référence



Consultations prébudgétaires

Perspectives économiques, finances
publiques et dette du Québec

Janvier 2006

Finances
Québec 

Consultations prébudgétaires 2006
Perspectives économiques, finances publiques
et dette du Québec

Dépôt légal – Janvier 2006
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 2-550-46183-5
© Gouvernement du Québec, 2006

Table des matières

INTRODUCTION	5
ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC	7
L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC.....	7
LES DÉFIS STRUCTURELS DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC	13
LA SITUATION FINANCIÈRE DU QUÉBEC.....	19
INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES	24
LA DETTE DU QUÉBEC : ÉVOLUTION ET ENJEUX.....	25
QUESTIONS POUR DISCUSSIONS	33

Introduction

- Depuis 2003, le gouvernement s'est employé à gérer les finances publiques du Québec de façon rigoureuse et responsable.
- Malgré un contexte budgétaire difficile, le gouvernement a tout mis en œuvre depuis 2003 pour remplir ses engagements envers les Québécoises et les Québécois.
 - Le secteur de la santé a bénéficié de nouveaux investissements de 3 milliards de dollars depuis 2003. Le budget de ce secteur atteignait près de 21 milliards de dollars en 2005-2006. Une réorganisation du réseau de la santé a aussi contribué à améliorer les services à la population.
 - En éducation, 1 milliard de dollars de plus ont été injectés pour mieux préparer les jeunes aux défis de l'avenir.
 - Plusieurs mesures d'aide à la famille ont été mises en place. Le programme de Soutien aux enfants, le développement du réseau des garderies et le nouveau régime d'assurance parentale sont autant de gestes qui visent à favoriser la conciliation travail-famille. En fait, l'ensemble du soutien financier aux familles atteint 4,5 milliards de dollars au Québec, soit trois fois plus par famille qu'en Ontario.
 - Une importante réforme de la fiscalité des entreprises a été amorcée pour stimuler l'investissement et la création de richesse.
- La dette demeure une préoccupation importante pour le gouvernement. Elle est très élevée et les trois quarts ont été contractés afin de financer des dépenses courantes. Le maintien de l'équilibre budgétaire constitue un premier pas dans le contrôle de la dette.
- Le Budget 2006-2007 sera l'occasion de continuer les progrès en matière de finances publiques.
- Le gouvernement doit maintenant voir plus loin en faisant des choix judicieux afin d'assurer l'avenir des générations qui nous suivront. Le Forum des générations de l'automne 2004 a été l'occasion de discuter des défis du Québec pour les prochaines années, en particulier le défi démographique.

- Le gouvernement et toute la société québécoise doivent réfléchir aux actions à prendre pour assurer le développement du Québec et la pérennité des services publics.
- Les consultations prébudgétaires sont l'occasion de discuter des enjeux des finances publiques et de réexaminer les priorités.
- Cette année, les consultations prébudgétaires s'articuleront autour d'un thème principal : la dette.

Document de consultations prébudgétaires

- Le présent document a été conçu pour être le point de départ des échanges pendant les consultations prébudgétaires.
- La première section présente l'économie du Québec, ses perspectives et ses défis structurels.
- La deuxième partie brosse un tableau de la situation financière du gouvernement.
- La troisième section traite de l'évolution de la dette, des enjeux qui y sont liés et soulève une série de questions qui sont au cœur des consultations.
- De plus, un document complémentaire dressant un portrait exhaustif des efforts réalisés, principalement dans le domaine fiscal, par le gouvernement depuis 2003 en faveur des particuliers, des entreprises et des infrastructures publiques est aussi disponible.

Évolution et perspectives de l'économie du Québec

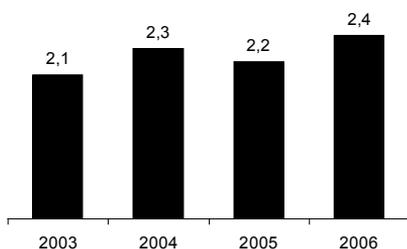
L'économie du Québec

- L'économie du Québec se porte bien. La consommation et les investissements des entreprises augmentent. Le taux de chômage se maintient à un niveau parmi les plus bas de l'histoire.
- Le Québec fait néanmoins face à des défis structurels importants :
 - Une productivité moins forte que celle de ses partenaires commerciaux.
 - Un vieillissement accéléré de sa population.
 - Un secteur manufacturier confronté à une concurrence internationale grandissante.
- Pour faire progresser le niveau de vie des Québécoises et des Québécois, consolider de façon durable la base industrielle et favoriser l'économie de toutes les régions du Québec, il faudra relever ces défis. Les mesures qui seront annoncées au prochain budget devraient y contribuer de concert avec la stratégie gouvernementale de développement économique publiée en octobre dernier.

Une croissance économique soutenue

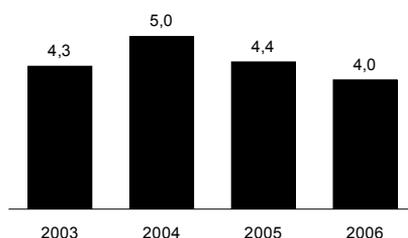
- En 2005, l'économie du Québec a bien résisté aux pressions entraînées par la hausse du prix de l'énergie et le cours plus élevé que prévu du dollar canadien.
- Ainsi, la croissance économique est restée très près des prévisions du Budget 2005-2006 :
 - Le ministère des Finances anticipait alors une croissance économique de 2,4 % en 2005 et de 2,6 % en 2006.
 - Les données révisées indiquent que la progression de l'économie s'établira à 2,2 % en 2005 et devrait se situer à 2,4 % en 2006.
 - Ces prévisions sont similaires à celles du secteur privé.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU QUÉBEC
(PIB nominal, variation annuelle en pourcentage)



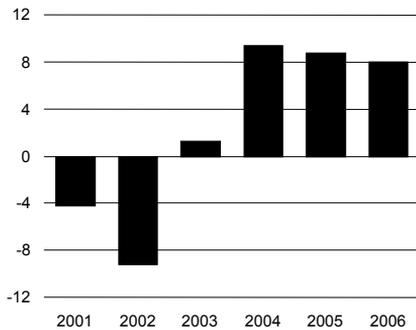
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

- Cette bonne tenue de l'économie québécoise, dans un contexte international difficile, s'explique en grande partie par le maintien d'un niveau élevé de confiance des consommateurs qui ont accru leurs dépenses, en 2005, plus rapidement qu'anticipé.
- Après avoir atteint 5,0 % en 2004, il est prévu que la croissance du PIB nominal se modère graduellement à 4,4 % en 2005 et à 4,0 % en 2006.

Une reprise des exportations bien enclenchée

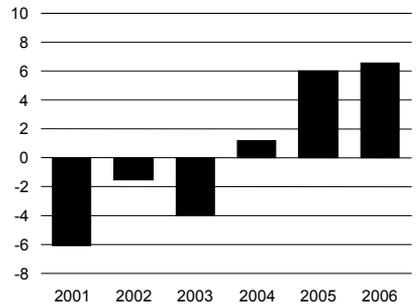
- La reprise des exportations amorcée en 2004 se poursuivra grâce notamment à une forte demande américaine pour les biens d'investissement québécois dont les machines et le matériel de bureau ainsi que le matériel de télécommunication :
 - Cependant, la forte hausse du dollar canadien continuera à favoriser les achats de biens étrangers.
 - Ainsi, le secteur extérieur ne contribuera à nouveau à la croissance économique qu'à compter de 2006 alors que la croissance des exportations internationales se maintiendra et que celle des importations ralentira en parallèle avec la modération de la demande intérieure.

**INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES
AUX ÉTATS-UNIS**
(Variation annuelle en pourcentage)



Sources : Global Insight et ministère des Finances du Québec.

**EXPORTATIONS INTERNATIONALES DE
MARCHANDISES DU QUÉBEC**
(Variation annuelle en pourcentage)



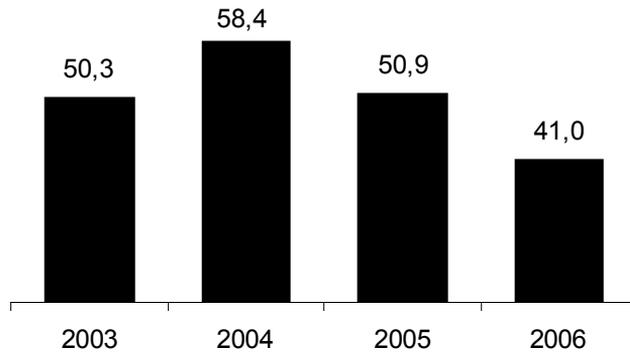
Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Une demande intérieure vigoureuse

- Les ménages n'ont pas hésité à réduire leur épargne pour financer leurs achats. Ils ont notamment profité :
 - De l'impact stimulateur des réductions d'impôts consenties par le gouvernement du Québec en trois ans (2,2 milliards de dollars incluant l'indexation).
 - De la baisse du prix de nombreux biens importés comme les automobiles, les meubles, les produits électroniques et les vêtements.
 - Des conditions de crédit avantageuses découlant des faibles taux d'intérêt.
- Toutefois, les dépenses des ménages ralentiront au cours des prochaines années. Cela devrait se manifester notamment par un recul des mises en chantier :
 - Ainsi, après la mise en chantier de 58 400 nouvelles unités en 2004, la meilleure performance des dix-sept dernières années, le nombre d'unités construites a diminué à 51 600 unités en 2005.

MISES EN CHANTIER AU QUÉBEC

(en milliers)



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et ministère des Finances du Québec.

- Cette baisse devrait s'accroître en 2006 compte tenu d'un rythme plus modéré de formation des ménages, des taux d'intérêt à la hausse et de l'augmentation du prix des maisons :
 - 41 000 unités seraient tout de même construites en 2006, un niveau qui reste de loin supérieur à la moyenne de 24 500 unités de la fin des années 1990.
- Par ailleurs, les entreprises continuent d'accroître leurs investissements. Ce contexte est favorisé par :
 - Une bonne rentabilité.
 - Un dollar canadien élevé alors que les deux tiers des machines et équipements sont importés.
 - Une utilisation des capacités de production très élevée dans plusieurs secteurs comme ceux des mines, du caoutchouc et du plastique, des machines ainsi que des produits informatiques et électroniques.
 - En outre, la mise en place d'un crédit de taxe sur le capital de 5 % pour tout nouvel investissement en machinerie et équipement a aussi contribué à soutenir l'investissement en 2005.
- Ainsi, les investissements des entreprises devraient s'accroître de près de 6 % par année en 2005 et 2006.

Bonne performance du marché du travail

- Enfin, après avoir créé 60 800 nouveaux emplois au net en 2004, les entreprises ont ralenti quelque peu leur cadence d'embauche afin de maintenir une croissance de leurs bénéfices et tirer profit de leurs investissements passés. Cela s'est traduit par la création de 35 700 emplois en 2005. En 2006, une création de près de 49 000 emplois est attendue :
 - Dans ce contexte, le taux de chômage restera près du niveau de 8,5 % atteint en 2004, soit à 8,2 % en 2005 et à 8,4 % en 2006. Il s'agit de taux parmi les plus bas des 30 dernières années.
 - Par ailleurs, le taux d'emploi se maintiendra près du sommet de 2004 établi à 60,3 %.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

	2004	2005	2006
PIB réel (%)	2,3	2,2	2,4
PIB nominal (%)	5,0	4,4	4,0
Création d'emplois (en milliers)	60,8	35,7	48,9
Taux de chômage (%)	8,5	8,2	8,4
Prix du baril de pétrole (\$ US)	41,5	56,5	62,8
Dollar canadien (en ¢ US)	76,8	82,5	84,6

Les défis structurels de l'économie du Québec

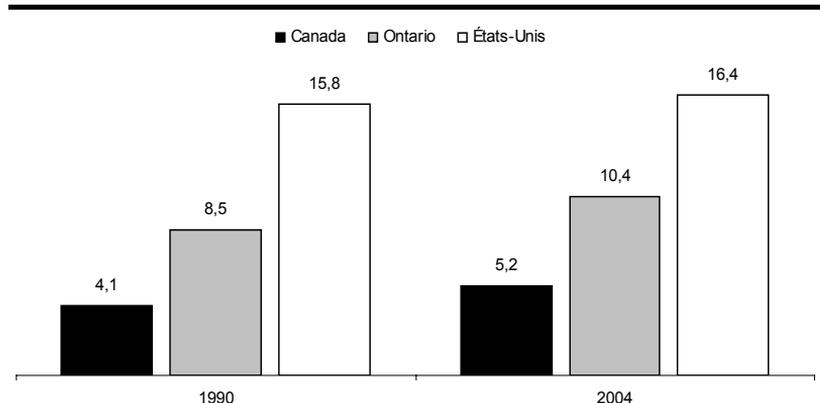
- La performance économique du Québec est enviable à bien des égards. Cependant, il reste un certain nombre de défis à relever qui menacent la prospérité future des Québécoises et des Québécois. Ces défis sont de trois ordres :
 - Le retard du Québec au chapitre de la croissance de la productivité.
 - Le vieillissement de la population québécoise.
 - Le maintien de la compétitivité du secteur manufacturier et de la place du Québec dans le commerce mondial.

Le défi de la productivité

- Même si elle est bien positionnée sur l'échiquier mondial, l'économie québécoise continue d'être moins productive que celle de ses voisins et concurrents immédiats, l'Ontario, le reste du Canada et les États-Unis :
 - Cela veut dire que chaque heure travaillée contribue à produire moins de richesse au Québec qu'ailleurs.
- Non seulement cet écart de productivité – mesuré par le PIB réel par heure travaillée – ne s'est pas rétréci depuis 15 ans, il s'est même accru.

RETARD DE PRODUCTIVITÉ DU QUÉBEC PAR RAPPORT À L'ONTARIO, AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

(écart en pourcentage, dollars de 1997 et PPA de 2000)



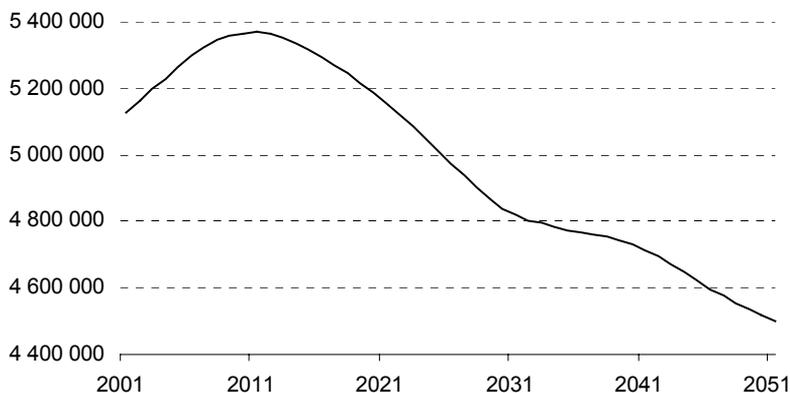
Sources : Statistique Canada, Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics, OCDE.

- La faiblesse de la croissance de la productivité tire son origine de deux facteurs principaux :
 - L'économie québécoise investit une moins grande part de ses ressources dans les machines et le matériel qui permettent aux travailleurs d'être plus productifs :
 - Et ce, malgré une bonne croissance de l'investissement ces dernières années.
 - Les travailleurs québécois demeurent, en moyenne, moins scolarisés et suivent moins de formation professionnelle que les travailleurs ontariens et américains bien que ce constat ne s'applique pas aux jeunes Québécois qui sont aussi scolarisés que les autres Canadiens.
- Il est aussi souhaitable que la taille moyenne des entreprises québécoises augmente, ce qui leur permettrait d'innover plus facilement par la recherche et le développement ou l'acquisition de nouvelles technologies.
- À ce chapitre, la stratégie gouvernementale de développement économique propose plusieurs moyens pour créer des conditions favorables à la croissance de la productivité dans l'avenir :
 - Mise en œuvre de mesures fiscales favorables à l'investissement.
 - Augmentation de l'appui à la recherche et au développement.
 - Appui à l'éducation et à la formation de la main-d'œuvre et amélioration du recrutement et de l'intégration d'immigrants qualifiés.

Le défi démographique

- Le second défi pour l'économie du Québec touche la démographie.
- En effet, la population du Québec vieillit plus vite que celle de ses principaux concurrents :
 - Le taux de natalité reste parmi les plus bas au monde.
 - La proportion de la population en âge de travailler s'est stabilisée et commencera à décliner d'ici quelques années.
 - Le solde migratoire ne contribue pas à compenser ces facteurs.
- Ainsi, le Québec pourrait perdre près d'un million de personnes en âge de travailler entre 2011 et 2051.

POPULATION EN ÂGE DE TRAVAILLER (15-64 ANS) (Nombre de personnes)



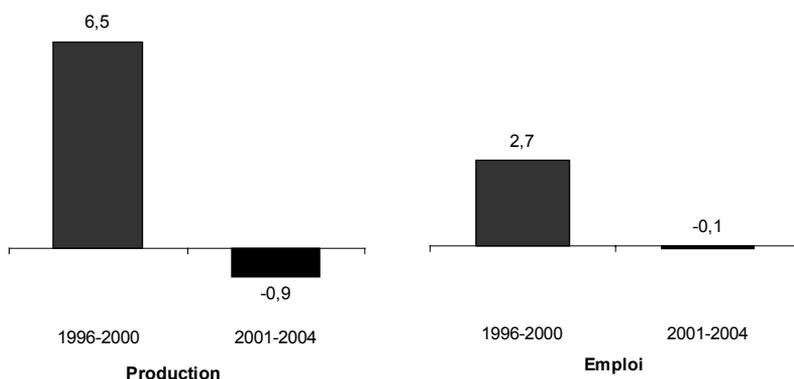
Source : Institut de la statistique du Québec.

- Ce défi démographique risque d'avoir plusieurs conséquences pour l'économie québécoise :
 - Une plus faible progression du niveau de vie due à la diminution de la population en âge de travailler.
 - Un marché intérieur affaibli.
 - Une pression accrue sur les finances publiques du fait de l'accélération des dépenses de santé et de la croissance plus lente des revenus du gouvernement.
- Il est donc important d'agir dès maintenant pour corriger cette situation.

L'avenir du secteur manufacturier

- De manière générale, la seconde moitié des années 1990 a été favorable à la croissance du secteur manufacturier québécois :
 - La valeur ajoutée du secteur a crû de 6,5 % par année en moyenne, devançant le secteur des services.
 - La productivité manufacturière a augmenté plus rapidement qu'en Ontario.
- Depuis 2001, les difficultés se sont toutefois accumulées pour ce secteur :
 - Baisse cyclique de la demande américaine.
 - Hausse rapide du dollar canadien.
 - Concurrence de plus en plus vive de la Chine et d'autres économies émergentes.
 - Conflits commerciaux dans certains secteurs importants tel le bois d'œuvre.
 - Fin des quotas à l'importation dans les secteurs du textile et du vêtement.
- Malgré ces difficultés, certaines industries ont profité de la demande mondiale accrue pour les produits de base et de l'expertise technique disponible au Québec alors que d'autres ont été frappés de plein fouet par la concurrence mondiale et la hausse des coûts de production :
 - Ainsi, la valeur ajoutée du secteur manufacturier au Québec s'est contractée de 0,9 % par année en moyenne de 2001 à 2004, tandis que l'emploi a diminué de 0,1 %.
 - Certains établissements ont fermé dans des régions du Québec où l'économie est peu diversifiée, ce qui a entraîné des difficultés importantes pour les travailleurs touchés.

ÉVOLUTION DU SECTEUR MANUFACTURIER (variation annuelle en pourcentage)



Source : Statistique Canada.

- Ainsi, l'industrie forestière est un bon exemple d'une industrie motrice pour de nombreuses régions-ressources du Québec, mais qui est confrontée à des défis concurrentiels importants :
 - Elle représente 90 000 emplois directs en forêt et en usine, soit 12,5 % de la main-d'œuvre manufacturière du Québec.
 - Elle a été frappée de plein fouet par le conflit commercial sur le bois d'œuvre avec les États-Unis.
 - C'est une industrie diversifiée mais qui peine à investir et à préserver un bon niveau de rentabilité.

- Dans un environnement qui demeurera de plus en plus concurrentiel, le secteur manufacturier devra continuellement améliorer sa compétitivité. À cet égard, la stratégie de développement économique du gouvernement identifie des objectifs à atteindre qui guideront son action à cet égard :
 - Appuyer l'expansion des secteurs de pointe pour lesquels le Québec dispose d'un potentiel et d'avantages concurrentiels.
 - Soutenir la restructuration et la réorientation des secteurs en transition, notamment ceux des produits forestiers, vers des créneaux plus ciblés offrant des avantages comparatifs.
 - Favoriser le développement des réseaux sectoriels d'entreprises aptes à renforcer les liens entre sous-traitants, fournisseurs et grands donneurs d'ordre.

La situation financière du Québec

- Depuis sa formation, le gouvernement s'est attaqué avec détermination aux problèmes structurels auxquels sont confrontées les finances publiques québécoises.
 - Le gouvernement s'est imposé une discipline budgétaire rigoureuse qui lui a permis de maintenir l'équilibre budgétaire.
 - Le cap a également été maintenu sur les priorités de la population québécoise, plus particulièrement la santé et l'éducation.
 - Le fardeau fiscal des contribuables, en particulier celui des familles avec enfants, a été allégé.

Revenus et dépenses 2005-2006

- Le gouvernement prévoit des revenus de 55,7 milliards de dollars en 2005-2006, soit 45,5 milliards de dollars provenant des revenus autonomes et 9,8 milliards de dollars provenant des transferts fédéraux.

REVENUS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2005-2006	% des revenus
Revenus autonomes		
Impôt des particuliers	16 766	30,1
Taxe de vente (TVQ)	9 745	17,5
Fonds des services de santé	5 081	9,1
Impôts des sociétés	4 427	7,9
Taxes sur les carburants	1 705	3,1
Hydro-Québec	2 125	3,8
Loto-Québec	1 536	2,8
Société des alcools du Québec	667	1,2
Autres revenus autonomes	3 469	6,2
Total des revenus autonomes	45 521	81,7
Transferts fédéraux		
Péréquation	4 798	8,6
Transferts pour la santé	3 114	5,6
Autres	1 899	3,4
Total des transferts fédéraux	9 811	17,6
Résultat net des organismes consolidés	380	0,7
Total	55 712	100,0

- Les revenus budgétaires sont comptabilisés en totalité au Fonds consolidé du revenu. Ils serviront à financer les 55,7 milliards de dollars de dépenses du gouvernement en 2005-2006.

DÉPENSES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2005-2006	% dépenses de programmes	% dépenses totales
Dépenses de programmes			
Santé et services sociaux	20 862	42,8	—
Éducation, loisir et sport	12 202	25,0	—
Emploi, solidarité sociale et famille	5 646	11,6	—
Autres dépenses de programmes	10 055	20,6	—
Total des dépenses de programmes	48 765	100,0	87,5
Service de la dette	6 947	—	12,5
Total des dépenses	55 712	—	100,0

Discipline budgétaire rigoureuse depuis trois ans

- Conformément aux objectifs du gouvernement, l'équilibre budgétaire a été maintenu depuis 2003.
 - Les déficits enregistrés en 2003-2004 et en 2004-2005 sont imputables à des éléments exceptionnels : pertes de la SGF en 2003-2004 et inscription d'une provision pour les coûts prévus de l'équité salariale en 2004-2005 pour couvrir la période de 2001 à 2005.

PLAN FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Opérations budgétaires			
Revenus	51 611	53 610	55 332
Dépenses	– 51 957	– 53 836	– 55 712
Résultats nets des organismes consolidés	346	235	380
Solde budgétaire consolidé avant les éléments exceptionnels	0	9	0
Pertes exceptionnelles de la SGF	– 358	—	—
Provision pour l'équité salariale	—	– 673	—
Solde budgétaire consolidé	– 358	– 664	0

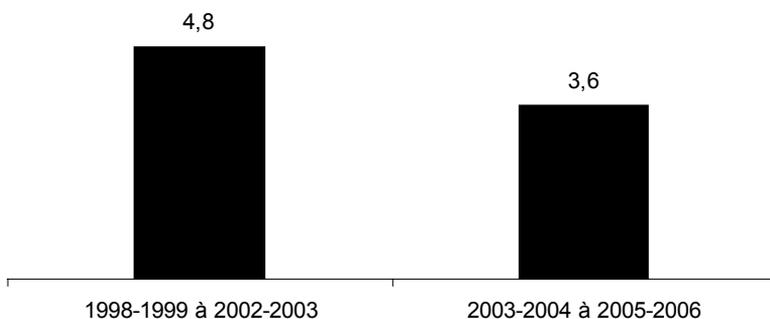
- Par ailleurs, le gouvernement s'est conformé aux exigences de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* qui prévoit que des déficits peuvent être encourus jusqu'à concurrence des excédents cumulés depuis l'adoption de la loi en 1996-1997.
 - Les excédents cumulés s'élevaient à 155 millions de dollars au 31 mars 2005.
- Le maintien de l'équilibre budgétaire est principalement attribuable à un contrôle serré des dépenses.

Contrôle serré des dépenses

- Depuis 2003, le taux de croissance annuel moyen a été limité à 3,6 % dans le respect de la capacité de payer du gouvernement.

CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES

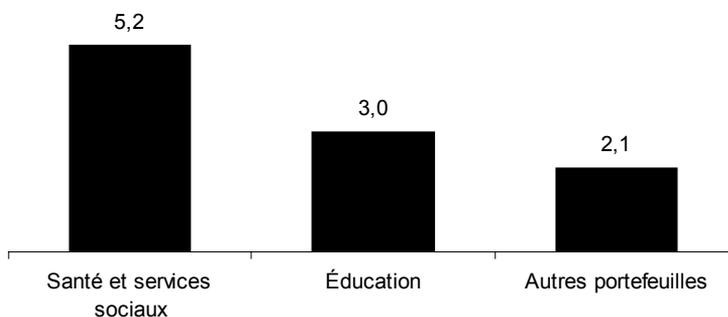
(Taux de croissance annuel moyen en pourcentage)



- Ce contrôle des dépenses n'a pas empêché le gouvernement de donner suite à son engagement d'accorder la priorité à la santé et à l'éducation.
 - De 2003-2004 à 2005-2006, les dépenses de santé et d'éducation ont connu des croissances annuelles moyennes de 5,2 % et 3,0 % respectivement.

CROISSANCE DES DÉPENSES DE PROGRAMMES 2003-2004 À 2005-2006 – SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX, ÉDUCATION, AUTRES

(Taux de croissance annuel moyen en pourcentage)



Maintien de l'équilibre budgétaire en 2005-2006 et reddition de comptes améliorée

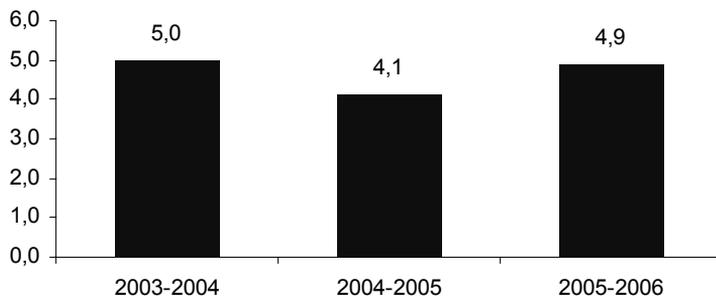
- L'objectif du déficit zéro pour l'année financière 2005-2006 est maintenu :
 - La bonne tenue de l'économie a entraîné des revenus plus élevés que prévus.
 - Cette révision à la hausse des revenus a permis au gouvernement de faire face à certaines pressions sur les dépenses, notamment à l'égard des régimes de retraite (hausse de 200 millions de dollars) et de la provision pour les mauvaises créances du ministère du Revenu (augmentation de 258 millions de dollars).
- Le gouvernement a annoncé la publication d'un rapport financier mensuel à compter de 2006-2007 de façon à accroître la transparence et à améliorer le processus de reddition de comptes.
 - Le Québec se place ainsi à l'avant-garde en matière de transparence financière puisqu'il sera la première province canadienne à rendre publique mensuellement sa situation financière.

Investissements dans les infrastructures

- Le gouvernement a fait de la modernisation des infrastructures du Québec une priorité. La contribution du gouvernement aux investissements dans les infrastructures publiques a presque doublé en cinq ans, pour atteindre 4,9 milliards de dollars en 2005-2006.

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT AUX INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES

(en milliards de dollars)



- Le gouvernement a annoncé de nouveaux investissements en santé et en éducation pour les trois prochaines années.
 - En santé, les investissements annoncés s’élèvent à 1,6 milliard de dollars et permettront notamment d’améliorer les services pour les soins de longue durée, les urgences, la radio-oncologie et la cardiologie.
 - En éducation, les investissements prévus s’élèvent à 900 millions de dollars et serviront notamment pour la construction de nouvelles écoles et l’achat de nouveaux équipements.
- Dans le cas des infrastructures routières, le niveau des investissements prévus augmentera progressivement au cours des prochaines années pour atteindre 1,4 milliard de dollars en 2007-2008, soit près du double de ce qui avait été consenti annuellement entre 1994 et 2002.
- Dans le cas des infrastructures municipales, le gouvernement a annoncé une hausse de sa contribution par l’entremise de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL).
 - On s’attend à ce qu’à terme, le financement octroyé par les deux paliers de gouvernement permette aux municipalités de faire à chaque année des investissements additionnels de près de 1 milliard de dollars dans leurs infrastructures.

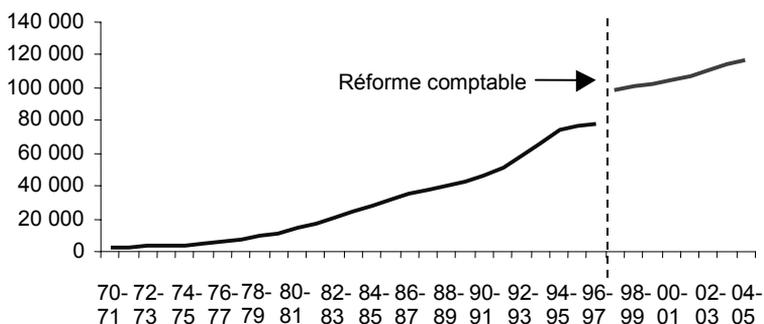
La dette du Québec : évolution et enjeux

- Le Forum des générations, réuni à l'initiative du premier ministre durant l'automne 2004, a souligné le défi démographique auquel sera confronté le Québec dans les prochaines années. Le déclin démographique met directement en lumière le problème de l'endettement public du Québec.
- Au dernier budget, le gouvernement a indiqué sa préoccupation face à l'ampleur de la dette publique en annonçant sa volonté de ramener cette dernière à moins de 40 % du PIB d'ici la fin de la décennie.
- Les efforts déployés par le gouvernement pour se conformer aux exigences de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* et maintenir le déficit zéro représentaient un premier pas incontournable vers l'assainissement des finances publiques. Un deuxième pas, maintenant envisageable, serait de s'attaquer au problème de l'endettement du Québec.

Une dette très élevée

- Au 31 mars 2005, la dette totale du gouvernement du Québec a atteint 116,6 milliards de dollars.
 - Cette dette était pratiquement inexistante au début des années 70.

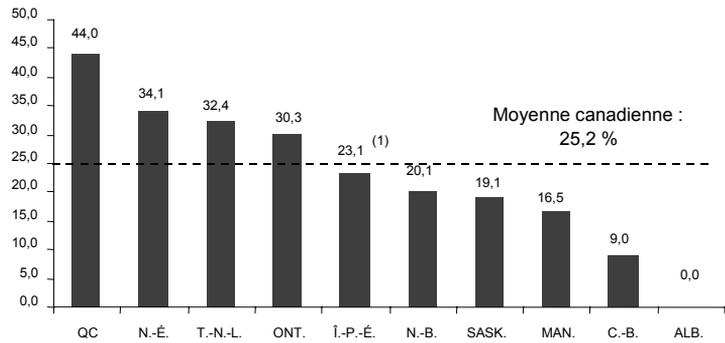
DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (en milliards de dollars)



- Les coûts de financement de cette dette atteignent 7,6 milliards de dollars¹ pour l'année 2005-2006, soit 13,7 cents pour chaque dollar de revenus.
 - C'est le troisième poste de dépenses du gouvernement après la santé et l'éducation.
- Même si le poids de la dette dans l'économie québécoise a diminué depuis l'atteinte du déficit zéro, de 52,2 % du PIB au 31 mars 1998 à 44,0 % du PIB au 31 mars 2005, cette amélioration demeure insuffisante.
 - Cette dette est actuellement la plus élevée parmi les provinces canadiennes.
 - Le fardeau de la dette du Québec est près du double de la moyenne canadienne (25,2 %).

¹ Les coûts de financement incluent le service de la dette du gouvernement de 6 947 millions de dollars, tel qu'indiqué dans le tableau des dépenses du gouvernement de la section précédente, et celui des organismes consolidés de 678 millions de dollars.

COMPARAISON DE L'ENDETTEMENT DES PROVINCES AU 31 MARS 2005 (en pourcentage du PIB)

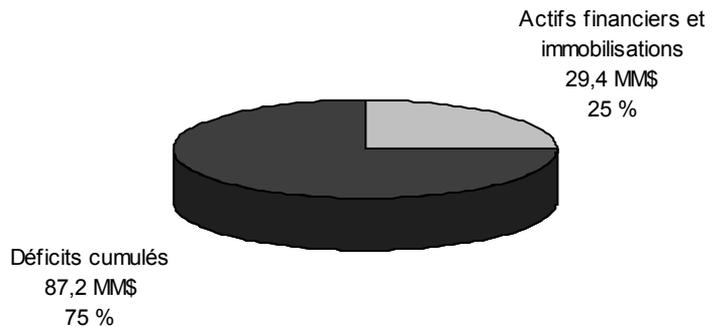


Sources : Plans budgétaires et comptes publics des provinces les plus récents.
(1) Au 31 mars 2004.

Une dette qui a servi principalement à payer des dépenses courantes

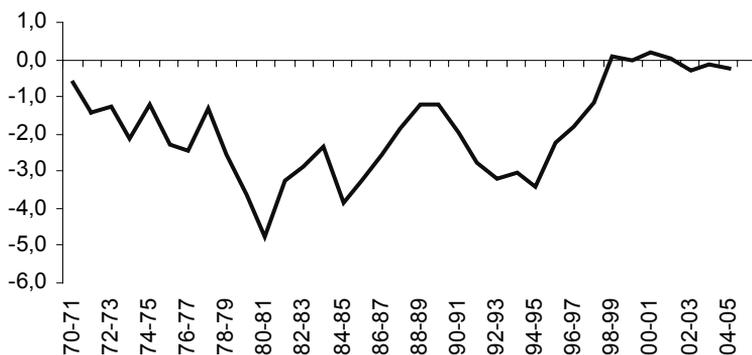
- Les trois quarts de la dette, soit 87,2 milliards de dollars, découlent des déficits que le Québec a enregistrés année après année à partir du début des années 70 jusqu'en 1997-1998, pour payer des dépenses courantes.

DETTE TOTALE AU 31 MARS 2005 : 116,6 MM\$ (en milliards de dollars)



- En période de conjoncture économique défavorable, il est normal pour un gouvernement de recourir à des déficits budgétaires afin d'atténuer les effets néfastes d'un ralentissement économique.
- En contrepartie, les déficits budgétaires enregistrés en période de faible croissance économique devraient être compensés par des surplus budgétaires en période d'expansion.
 - Ce ne fut pas le cas au Québec même si l'économie connaît une croissance continue depuis le début des années 90.

ÉVOLUTION DU SOLDE BUDGÉTAIRE (en pourcentage du PIB)



- Par ailleurs, la portion de la dette ayant servi à financer des actifs financiers ou des immobilisations représente 29,4 milliards de dollars, soit le quart de la dette totale.
 - Cette portion de la dette n’engendre pas d’iniquité intergénérationnelle puisque les générations futures profiteront des actifs et des immobilisations financés par cet endettement.
 - La dette augmente d’environ 1,5 milliard de dollars par année parce que le gouvernement emprunte pour financer ses immobilisations alors que ce coût est amorti et inscrit à la dépense en fonction de la durée de vie utile de ces immobilisations.
 - Le Québec doit également emprunter environ 1 milliard de dollars annuellement parce qu’il comptabilise dans ses revenus la totalité des bénéfices d’Hydro-Québec (environ 2 milliards de dollars) alors qu’il encaisse annuellement un dividende correspondant à environ la moitié des bénéfices comptabilisés.
 - Le gouvernement emprunte également pour effectuer des mises de fonds dans ses sociétés d’État, notamment la SGF et les sociétés Innovatech.
 - Depuis deux ans, le gouvernement a revu le mandat des sociétés d’État qui investissent dans le capital de risque (SGF et sociétés Innovatech) de façon à remplacer les mises de fonds par de l’autofinancement.

Réduire le niveau de la dette : pourquoi ?

- Il est acceptable pour le gouvernement de recourir à l'endettement pour financer des immobilisations ou des actifs financiers. En revanche, la dette qui a servi dans le passé à payer des dépenses courantes devrait être remboursée.
- Rembourser des déficits accumulés dans le passé pour payer les dépenses courantes permettrait :
 - D'améliorer l'équité intergénérationnelle.
 - De redonner au gouvernement une marge de manœuvre budgétaire pour parer au risque de détérioration de la situation financière du gouvernement en cas de ralentissement économique ou d'une hausse des taux d'intérêt.
 - De faire face aux pressions de plus en plus importantes qu'exercent les changements démographiques sur les finances publiques.
- Les taux d'intérêt faibles qui ont cours actuellement offrent une excellente opportunité pour réduire la dette.
 - Si les taux d'intérêt augmentaient à des niveaux similaires à ceux atteints dans les années 90, c'est 1,1 milliard de dollars par an qui s'ajouteraient au service de la dette.
 - Si ces taux d'intérêt atteignaient des niveaux similaires à ceux des années 80, c'est 2,3 milliards de dollars par an qui s'ajouteraient au service de la dette.

Réduire la dette : ce qui se fait ailleurs au Canada

- Plusieurs gouvernements canadiens ont pris des mesures afin de réduire leur niveau d'endettement.

Gouvernement fédéral

- Le gouvernement fédéral intègre dans son plan financier une réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars par année afin de se prémunir contre les changements économiques.
 - À la fin de l'année financière, les fonds non utilisés de cette réserve sont affectés au remboursement de la dette publique.
- Le projet de loi C-67 déposé en octobre 2005 prévoit que tout excédent budgétaire qui dépasse la réserve pour éventualités de 3 milliards de dollars serait affecté de la façon suivante :
 - Un tiers pour des dépenses prioritaires.
 - Un tiers pour un crédit d'impôt ponctuel à tous les contribuables.
 - Un tiers pour réduire la dette.

Nouvelle-Écosse

- En juin 2003, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a annoncé un plan de réduction de la dette nette :
 - La création d'un fonds spécifique pour l'élimination de la dette.
 - L'adoption d'une loi consacrant les revenus extraordinaires provenant de la vente d'actifs à la réduction de la dette.
- En 2005, le gouvernement a adopté un nouveau plan de réduction de la dette à la suite de l'accord avec le gouvernement fédéral concernant le traitement spécial dans le calcul de la péréquation des recettes provenant du pétrole extracôtier :
 - Selon la nouvelle législation, les sommes découlant de l'entente ne pourront servir à d'autres fins qu'au remboursement de la dette du gouvernement.

Alberta

- En 1995 a été adoptée en Alberta la *Loi sur l'équilibre budgétaire et l'élimination de la dette*. Prenant effet en 1996-1997, la loi obligeait le gouvernement à équilibrer son budget annuel et à établir un plan de remboursement de la dette totale (excluant le passif au titre des régimes de retraite) au plus tard en 2021-2022. Cet objectif de remboursement de la dette à été atteint dès 2000-2001.

Manitoba

- Depuis 1997-1998, dans le cadre de son plan de remboursement de la dette, le gouvernement manitobain transfère au Fonds d'amortissement de la dette un montant annuel dédié uniquement au remboursement de la dette (75 millions de dollars entre 1997-1998 et 1999-2000, 96 millions de dollars entre 2000-2001 et 2004-2005 et 110 millions de dollars pour les années subséquentes).

Questions pour discussions

- Le gouvernement doit-il mettre en place des mesures pour réduire la dette?
- Pour réduire le fardeau de la dette, le gouvernement peut envisager différentes options.

Devrait-il :

- Constituer une réserve de prudence dont le solde non utilisé pourrait être affecté au remboursement de la dette ?
- Fixer dans une loi un plan de remboursement de la dette ?
- Créer un fonds de remboursement de la dette auquel seraient dédiés certains revenus ?

Finances

Québec

